



**MAINTENANCE CORRECTIVE, ADAPTATIVE ET ÉVOLUTIVE  
DU SITE INTERNET DU PALAIS DE TOKYO**

**N°06\_2025**

**RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)**

**DATE ET HEURE LIMITES DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES :  
10 JUIN 2025 à 17H00**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET .....	3
ARTICLE 2 : POUVOIR ADJUDICATEUR.....	3
ARTICLE 3 : CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE .....	4
ARTICLE 4 : PROCÉDURE DE CONSULTATION .....	5
ARTICLE 5 : APPRÉCIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES .....	8
ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITÉ .....	11
ARTICLE 7 : DÉCLARATION SANS SUITE ET PROCÉDURE INFRUCTUEUSE.....	11
ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET RECOURS.....	11

## ARTICLE 1 : OBJET

La présente consultation est relative à l'attribution d'un accord-cadre (ci-après dénommé l'« **Accord-cadre** ») ayant pour objet les prestations de maintenance corrective (technique et fonctionnelle), adaptative et évolutive du site internet du Palais de Tokyo.

L'Accord-cadre comprend :

- D'une part, des prestations forfaitaires correspondant à la maintenance corrective du site internet. Ces prestations forfaitaires sont notamment détaillées dans le Cahier des clauses techniques particulières (« **CCTP** ») ;
- D'autre part, des prestations sur bons de commande correspondant à la maintenance évolutive et adaptative du site internet mentionnée dans le CCTP.

Codes CPV de la consultation : 72250000-2 Services de maintenance des systèmes et services d'assistance ; 72130000-5 Services de conseil en aménagement de site informatique ; 72413000-8 Services de conception de sites WWW (World Wide Web).

L'Accord-cadre est mono-attributaire et cet attributaire est ci-après dénommé le « **Titulaire** ».

## ARTICLE 2 : POUVOIR ADJUDICATEUR

### PALAIS DE TOKYO

Société par actions simplifiée unipersonnelle au capital de 10 000 euros  
13 avenue Président Wilson, 75116 Paris  
SIREN / RCS PARIS : 533 994 059

Ci-après le « **Palais de Tokyo** ».

Personne responsable de l'Accord-cadre : le Président (représentant légal) de la SAS « Palais de Tokyo », Monsieur Guillaume Désanges.

Le Palais de Tokyo dispose d'un espace situé 13 avenue du Président Wilson à Paris (75116), à usage d'expositions. Le site est propriété de l'État, qui en concède la gestion et l'exploitation à la SASU Palais de Tokyo dans le cadre d'une convention de délégation de service public.

La mission du Palais de Tokyo est de contribuer au soutien et à la diffusion de la création actuelle, notamment dans le domaine des arts visuels.

Le Palais de Tokyo est ainsi l'un des plus grands centres d'art d'Europe, voué depuis son ouverture à rapprocher les publics du meilleur de la création contemporaine française et internationale. Dans le cadre de sa mission, le Palais de Tokyo présente de nombreuses expositions et accueille régulièrement des événements artistiques.

## ARTICLE 3 : CARACTÉRISTIQUES DE L'ACCORD-CADRE

### **3.1 Type de procédure et montant**

L'Accord-cadre est passé selon une procédure adaptée. Cette procédure est notamment soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

Le montant minimum de l'Accord-cadre est le montant de la partie forfaitaire des prestations prévues par ce dernier, telle que détaillée dans la DPGF.

Il est entendu qu'en tout état de cause, l'ensemble des prestations (forfaitaires et sur bons de commande) ne pourront pas s'élever à un montant supérieur à 210 000 € HT (deux cent dix mille euros hors taxes), pour la durée globale de l'Accord-Cadre (reconductions éventuelles comprises), cette somme constituant le montant maximum de l'Accord-cadre. Ce montant n'engage pas le Palais de Tokyo quant à un minimum de commandes ou de règlements, lesquels sont effectués, le cas échéant, selon les prix précisés dans l'offre du Titulaire acceptée par le Palais de Tokyo.

### **3.2 Durée**

L'Accord-cadre prendra effet à compter de sa notification et les prestations du Titulaire débiteront à compter du **31 août 2025**.

La durée de l'Accord-cadre est de deux (2) ans fermes à compter de la date de début des prestations ci-avant mentionnée.

L'Accord-cadre est reconductible deux (2) fois pour une durée de douze (12) mois, sur décision expresse du Palais de Tokyo. Il notifie au Titulaire la décision de reconduction ou de non-reconduction au plus tard trois (3) mois avant la fin de la durée de l'Accord-cadre. Dans l'hypothèse où le Palais de Tokyo n'aurait pas notifié la reconduction, l'Accord-cadre sera réputé non reconduit.

### **3.3 Allotissement**

L'Accord-cadre n'est pas alloti.

Ainsi et conformément à l'article L2113-10 du Code de la commande publique, l'objet de l'Accord-cadre ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

### **3.4 Variantes et prestations supplémentaires éventuelles**

Les variantes ne sont pas autorisées.

L'Accord-cadre ne présente pas de prestation supplémentaire éventuelle.

### **3.5 Unité monétaire**

L'Accord-cadre est conclu dans l'unité monétaire suivante : l'euro.

Les offres des soumissionnaires doivent être libellées en euros.

### **3.6 Le Dossier de Consultation des Entreprises**

Le Dossier de Consultation des Entreprises (« **DCE** ») contient :

- Le présent Règlement de Consultation (« **RC** ») ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (« **CCAP** ») ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (« **CCTP** ») ;
- L'Acte d'engagement (« **AE** ») ;
- L'Annexe financière de l'Acte d'engagement, comprenant la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (« **DPGF** »), le Bordereau des Prix Unitaires (« **BPU** ») et la simulation ;
- Les éventuels fichiers questions/réponses communiqués par le Palais de Tokyo, comprenant des réponses aux questions posées par les candidats, soumissionnaires ou tout intéressé ;
- La charte pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et la lutte contre les discriminations dans les marchés publics du Palais de Tokyo (« **Charte d'engagement** »).

L'annexe financière est disponible au format xls (Excel). Il est entendu que la simulation financière n'est pas une pièce contractuelle de l'Accord-cadre et ne sera utilisée que pour le jugement des offres.

Le Dossier de Consultation des Entreprises peut être téléchargé, jusqu'aux date et heure limites de remise des offres, sur le site internet suivant :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2764994&orgAcronyme=f5j>

### **3.7 Modifications du dossier de consultation des entreprises (DCE)**

Le Palais de Tokyo se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au Dossier de Consultation des Entreprises (DCE), au plus tard 3 (trois) jours ouvrables avant la date limite de réception des candidatures et des offres.

Les candidats devront alors répondre sur la base du DCE modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

## **ARTICLE 4 : PROCÉDURE DE CONSULTATION**

### **4.1 Calendrier de réception des candidatures et des offres**

La date limite de réception des candidatures et des offres est fixée au **10 juin 2025, à 17h00**.

Tout dossier qui sera parvenu après ces date et heure limites ne sera pas examiné.

Le délai de validité de l'offre est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres précitée.

Les documents constituant ou accompagnant la candidature ou l'offre doivent être rédigés en langue française. Les copies des certificats ou attestations fiscales ou sociales des soumissionnaires établis hors de France, rédigés en langue étrangère, seront acceptées si elles sont accompagnées d'une traduction en langue française certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les offres et candidatures des soumissionnaires doivent être obligatoirement transmises par voie électronique via le site dématérialisé (profil acheteur) [www.marches-publics.gouv.fr](http://www.marches-publics.gouv.fr) et la page consacrée à la présente consultation sur ce site.

Aucun document dans lequel un virus est détecté ne sera ouvert, l'offre sera déclarée irrecevable. Le candidat sera informé des mesures de sécurité prises et de l'irrecevabilité de son offre.

#### **4.2 Conditions de participation – capacités des candidats**

Il est entendu que l'Accord-cadre ayant pour objet des prestations de maintenance du site internet, il est indispensable que les soumissionnaires disposent des capacités techniques et professionnelles dans ce domaine, appréciées au regard de services fournis antérieurement (références). Sont également souhaitées des expériences dans le secteur culturel et une connaissance du fonctionnement des institutions culturelles.

Ces capacités techniques et professionnelles doivent être justifiées par les soumissionnaires dans un document de présentation, comportant notamment des références adéquates provenant de contrats exécutés antérieurement, permettant au Palais de Tokyo d'apprécier ces conditions de participation.

Lors de l'examen des candidatures, sont éliminés les candidats qui ne présentent pas les capacités et garanties professionnelles suffisantes au regard de l'objet de l'Accord-cadre et de ses conditions d'exécution (expériences telles qu'indiquées ci-avant, références pertinentes).

En cas de groupement, les capacités professionnelles et techniques sont appréciées globalement.

#### **4.3 Les groupements d'opérateurs économiques**

Les groupements, conjoints ou solidaires, d'opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidats.

Après attribution de l'Accord-cadre au groupement, ce dernier devra revêtir la forme d'un groupement solidaire afin, compte tenu de la nature des prestations, d'assurer la bonne exécution de l'Accord-cadre.

#### **4.4 Sous-traitance**

La sous-traitance partielle est autorisée, sous réserve de l'agrément par le Palais de Tokyo du (des) sous-traitant(s) et des conditions de paiement qui lui (leur) sont faites, sur présentation du formulaire DC4, dans sa dernière version.

La demande de sous-traitance peut être présentée dans l'offre du candidat. Dans ce cas, son offre contient les déclarations visées à l'article 4.5 du présent RC ; la notification de l'Accord-cadre au candidat emporte acceptation du ou des sous-traitant(s) et agrément des conditions de paiement.

La demande de sous-traitance peut aussi être présentée après la conclusion de l'Accord-cadre, dans les conditions prévues par les articles L2193-1 et suivants du Code de la commande publique relatifs à la sous-traitance.

#### **4.5 Présentation des candidatures et des offres**

Le dossier des soumissionnaires (candidature et offre) doit comporter, *a minima* :

##### **Partie candidature :**

- Les Formulaires DC1 et DC2 dûment remplis ou le Document Unique de Marché Européen – (DUME) dûment rempli ;
- Un document signé présentant l'entreprise et ses capacités techniques et professionnelles mentionnées à l'article 4.2 ci-avant (notamment références), permettant au Palais de Tokyo

d'apprécier les caractéristiques générales de l'entreprise au regard des prestations envisagées et si elle satisfait aux conditions de participation de la présente procédure ;

- Le numéro unique d'identification délivré par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), ou tout numéro ou document étranger équivalent justifiant de l'immatriculation de l'entreprise candidate et indiquant les personnes habilitées à engager l'entreprise ;
- Une copie du jugement prononcé en cas de redressement judiciaire ;
- En cas de sous-traitance, le formulaire DC4 dûment complété, daté et signé.

Dans l'hypothèse d'un groupement, ces documents doivent être fournis et complétés par chaque membre du groupement.

A titre informatif, les formulaires DC1, DC2 et DC4 sont accessibles à l'adresse URL suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Le formulaire DUME est quant à lui accessible depuis le service concerné de la plateforme PLACE ou à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr>

Partie offre :

- L'Acte d'engagement (« AE ») **complété, daté et signé** ;
- L'Annexe 1 de l'Acte d'engagement : Annexe Financière comportant une Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (« DPGF ») et un Bordereau des Prix Unitaires (« BPU ») **complétée, datée et signée** ;
- La Charte d'engagement, **datée et signée** ;

Dans l'hypothèse d'un groupement, les documents précités doivent être signés par tous les membres du groupement.

- Un Mémoire technique présentant les prestations que le Titulaire sera amené à réaliser dans le cadre de l'Accord-cadre pour répondre aux exigences du CCTP et comportant *a minima* :
  - Une description des **modalités d'exécution** des prestations définies au CCTP, comprenant notamment (**Partie 1**) :
    - Une description des moyens techniques et organisationnels mis en œuvre dans le cadre des prestations de maintenance corrective, adaptative et évolutive du site internet prévues au CCTP, comprenant l'accessibilité au service de maintenance, la description de l'outil de demande et suivi ;
    - Le détail des délais d'intervention en cas de problème sur le site internet (maintenance corrective) et/ou de besoins d'adaptations à de nouvelles normes techniques ou juridiques ou organisationnelles (maintenance adaptative) et/ou de demandes d'évolutions du site internet (maintenance évolutive), qui engagent le soumissionnaire ;
  - Une proposition synthétique de **pistes d'améliorations** (maintenance corrective, adaptative et/ou évolutive) pour le site internet du Palais de Tokyo, au regard de sa version en vigueur à la date de publication de la présente consultation (**Partie 2**) ;

- Une description des **moyens humains** dont le soumissionnaire dispose pour réaliser les prestations objets de l'Accord-cadre et comprenant notamment la compétence, la qualification et l'expérience des personnes affectées à l'exécution des prestations (**Partie 3**) ;
- Les engagements et la politique du soumissionnaire en matière de **développement durable et de responsabilité sociale** qui seront mis en place dans le cadre de l'exécution des prestations de l'Accord-cadre (**Partie 4**).
  - Toute documentation complémentaire que le candidat jugera utile d'adresser (*facultatif*).

Les soumissionnaires sont engagés par leur proposition tarifaire, qui ne pourra être augmentée en cours de réalisation de la prestation, sous réserve des stipulations relatives à la révision des prix telles que décrites dans le CCAP.

Les soumissionnaires sont également engagés par leur proposition de prestations et de délais.

Les soumissionnaires sont seuls responsables de l'établissement, de la vérification, de la signature et de la validité des documents demandés ainsi que de leur complétude.

Les soumissionnaires sont tenus de mentionner le nom et la qualité des signataires et doivent fournir leur pouvoir d'engager leur entreprise.

## ARTICLE 5 : APPRÉCIATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

### **5.1 Analyse des candidatures et des offres**

#### **5.1.1 Analyse générale**

Dans le cas où le Palais de Tokyo constate que des pièces dont la production était réclamée, conformément notamment aux stipulations de l'article 4 du présent Règlement de consultation, sont absentes ou incomplètes, il se réserve la possibilité de demander aux soumissionnaires concernés de compléter leur dossier. Il s'agit d'une simple faculté pour le Palais de Tokyo.

Si un candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation fixées par le Palais de Tokyo ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis par le Palais de Tokyo, sa candidature est déclarée irrecevable ou son offre est déclarée irrégulière et le soumissionnaire est éliminé.

**Le Palais de Tokyo élimine également les candidats qui ne disposent manifestement pas des capacités suffisantes pour exécuter l'Accord-cadre dans les conditions souhaitées ou ne justifient pas de disposer des capacités indispensables (notamment techniques et professionnelles), lesquelles sont notamment indiquées à l'article 4.2 ci-avant.**

#### **5.1.2 Respect des politiques d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de lutte contre les discriminations**

Respectueux de l'égalité professionnelle entre femmes et hommes et souhaitant sensibiliser les acteurs économiques et ses prestataires, le Palais de Tokyo rappelle les interdictions de soumissionner et motifs



d'exclusion relatifs au non-respect des politiques d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes et de lutte contre les discriminations, conformément à l'article L.2141-4 du Code de la commande publique.

Sont ainsi exclues les candidatures des candidats ayant fait l'objet d'une condamnation définitive pour le délit de discrimination prévu à l'article 225-1 du Code pénal, ou au titre de l'article L1146-1 du Code du travail pour avoir méconnu les dispositions relatives à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, prévues par les articles L. 1142-1 et L. 1142-2 du Code du travail.

Sont également concernées par cette exclusion de la procédure de passation, les candidatures des candidats qui, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de consultation, n'ont pas mis en œuvre l'obligation de négociation sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes, portant notamment sur les mesures visant à supprimer les écarts de rémunération, et la qualité de vie au travail, prévue au 2° de l'article L. 2242-1 du Code du travail.

## **5.2 Critères de jugement des offres**

Les offres hors délais ou jugées irrégulières, inacceptables ou inappropriées sont éliminées sans être analysées ni classées.

Pour le choix des offres, il sera tenu compte des critères ci-dessous avec leur pondération :

- Premier critère : le prix des prestations : coefficient 45/100

Dans le cadre de l'analyse du prix des prestations, les offres seront appréciées en fonction des prix proposés dans l'Annexe Financière de l'Acte d'engagement.

Ainsi, la note globale relative à la proposition tarifaire (sur 45), pour chacun des soumissionnaires, sera la somme de la note relative au montant annuel des prestations forfaitaires et de la note relative au montant de la simulation financière, lesquelles notes sont établies conformément aux coefficients ci-après mentionnés :

- La note du montant annuel des prestations forfaitaires proposées dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) : 65% de la note globale du prix ;
- La note du montant total de la simulation financière : 35% de la note globale du prix.

Ainsi, la règle de calcul utilisée pour juger les prix est la suivante :

Note globale du prix = (Note du montant annuel des prestations forfaitaires + Note de la simulation financière) x 45/100

Note du montant annuel des prestations forfaitaires = 65 x (Prix de référence / Proposition tarifaire annuelle du soumissionnaire pour les prestations forfaitaires)

Prix de référence = Proposition tarifaire annuelle la plus basse pour les prestations forfaitaires

Note de la simulation financière = 35 x (Prix de référence / Proposition tarifaire totale du soumissionnaire dans la simulation financière)

Prix de référence = Proposition tarifaire totale la plus basse dans la simulation financière

- Second critère : la valeur technique de l'offre : coefficient 55/100

La valeur technique de l'offre est appréciée au regard du Mémoire technique remis par le soumissionnaire conformément à l'article 4.5 ci-avant.

La valeur technique est jugée selon les critères suivants :

- La qualité des modalités d'exécution des prestations définies au CCTP, comprenant notamment : les moyens techniques et organisationnels mis en œuvre dans le cadre des prestations de maintenance corrective, adaptative et évolutive du site internet prévues au CCTP et les délais d'intervention : **15% de la note globale ;**
- La pertinence de la proposition synthétique de **pistes d'améliorations** (maintenance corrective, adaptative ou évolutive) pour le site internet du Palais de Tokyo, au regard de sa version en vigueur à la date de publication de la présente consultation : **15% de la note globale ;**
- La compétence et le dimensionnement des moyens humains dont le soumissionnaire dispose pour réaliser les prestations objets de l'Accord-cadre et comprenant notamment la qualification et l'expérience des personnes affectées à l'exécution des prestations : **15% de la note globale ;**
- La qualité des engagements et de la politique du soumissionnaire en matière de développement durable et de responsabilité sociale qui seront mis en place dans le cadre de l'exécution des prestations : **10% de la note globale.**

La note relative à la valeur technique de chacune des offres (sur 55) est par conséquent calculée en additionnant la note reçue concernant chacun des sous-critères de la valeur technique ci-avant mentionnés.

Le Palais de Tokyo se réserve le droit de demander des précisions sur les termes d'une proposition. A cet effet, les soumissionnaires communiqueront les coordonnées d'un correspondant en mesure de fournir les précisions attendues.

### **5.3 Classement des offres**

Pour chaque offre, les notes obtenues pour les critères Prix et Valeur technique sont additionnées. Le résultat de cette addition constitue la note globale (sur 100) du soumissionnaire.

Les offres sont classées par ordre décroissant en fonction du nombre de points obtenus.

L'offre ayant reçu la note la plus élevée est l'offre économiquement la plus avantageuse et est retenue.

### **5.4 Attribution de l'Accord-cadre**

Le Palais de Tokyo attribue l'Accord-cadre au soumissionnaire ayant soumis l'offre économiquement la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution définis au présent article 5.

Pour le soumissionnaire auquel il est envisagé d'attribuer l'Accord-cadre, les pièces suivantes devront être fournies suivant la demande du Palais de Tokyo (dans le délai qu'il communiquera) et avant notification de l'Accord-cadre, sous peine de rejet de son offre :

- Les pièces prévues aux articles D8222-5, D8222-7 et D 8222-8 du Code du travail, à produire également tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'Accord-cadre ;
- Les certificats de régularité au regard des obligations fiscales (états annuels des certificats reçus). En cas d'établissement dans un Etat autre que la France, le certificat devra être délivré par le pays d'origine ;
- Une attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle, en cours de validité ;
- Un relevé d'identité bancaire.

Le Palais de Tokyo, dès qu'il a fait le choix de l'offre retenue, notifie aux soumissionnaires non retenus le rejet de leur offre, en leur indiquant les motifs de ce rejet.

## ARTICLE 6 : CONFIDENTIALITÉ

Le soumissionnaire s'engage, en ce qui concerne toutes les informations communiquées par le Palais de Tokyo, à l'exclusion des informations diffusées au public préalablement à la communication et/ou tombées officiellement dans le domaine public :

- à ne pas communiquer, divulguer ou révéler à des tiers, les informations communiquées par le Palais de Tokyo, quel que soit le contenu des informations ;
- à retourner tous les documents qui lui auront été communiqués par le Palais de Tokyo à l'issue de la présente consultation ;
- à faire respecter cette clause de confidentialité par son personnel et par ses prestataires et partenaires.

## ARTICLE 7 : DÉCLARATION SANS SUITE ET PROCÉDURE INFRUCTUEUSE

En remettant sa candidature et/ou son offre, le candidat déclare qu'il est expressément informé (et accepte) que le Palais de Tokyo pourra décider à tout moment de suspendre ou de mettre fin à la présente procédure et que la participation à la présente procédure ne crée aucune promesse d'engagement de la part du Palais de Tokyo.

À tout moment (et jusqu'à la notification de l'Accord-cadre), la procédure peut être déclarée sans suite pour des motifs d'intérêt général. Les soumissionnaires en seront informés et ne pourront prétendre à aucune indemnité.

La procédure pourra être déclarée infructueuse s'il n'a été déposé que des offres non-conformes.

## ARTICLE 8 : RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES ET RECOURS

Les soumissionnaires peuvent obtenir des informations complémentaires en contactant le Palais de Tokyo par voie électronique, via son profil acheteur (site dématérialisé <https://www.marches-publics.gouv.fr/>) dans la section consacrée à la présente consultation.

Instance chargée des procédures de recours relatives à la présente consultation :

Tribunal Judiciaire de Paris, Parvis du tribunal de Paris, 75017, Paris

Téléphone : 0144325151

Courriel : tj-paris@justice.fr

Adresse internet : <https://www.tribunal-de-paris.justice.fr/75/nous-contacter-0>

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours relatifs à la présente consultation :

Tribunal Judiciaire de Paris, Parvis du tribunal de Paris, 75017, Paris

Téléphone : 0144325151

Courriel : tj-paris@justice.fr

Adresse internet : <https://www.tribunal-de-paris.justice.fr/75/nous-contacter-0>

Les conditions et procédures de recours sont notamment prévues au chapitre II de l'Ordonnance n°2009-515 du 7 mai 2009 relative aux procédures de recours applicables aux contrats de la commande publique.